

**Sujet bac 2007 : Sciences Economiques et Sociales
Obligatoire Série ES – Antilles Guyane**

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. de conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.

2. de répondre à la question de synthèse :

- par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé,*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles,*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.*

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Accumulation du capital, progrès technique et croissance

Travail préparatoire (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

1. Comparez l'évolution du Produit Intérieur Brut de la zone euro à celle des États-Unis.

(document 1) (1 point)

2. A partir des données de la zone euro et des États-Unis, montrez qu'il existe un lien entre les efforts et résultats de Recherche-Développement et la croissance de la productivité.

(document 1) (2 points)

3. Quels renseignements sur le rôle des pouvoirs publics en matière de Recherche-Développement le **document 1** fait-il apparaître ? **(1 point)**

4. Quels sont les différents types d'innovation évoqués dans ce document ? **(document 2)**
(2 points)

5. Mettez en évidence le lien entre innovation et compétitivité de l'entreprise. **(document 2)**
(2 points)

6. Quels sont les différents modes de financement des entreprises innovantes ? **(document 3)**
(2 points)

Question de synthèse (10 points)

**Après avoir montré le lien entre innovation et croissance économique,
vous exposerez le rôle des pouvoirs publics dans ce processus.**

DOCUMENT 1

**Efforts et résultats de Recherche - Développement (R&D) en 2004 et
croissance du Produit Intérieur Brut et de la productivité sur 5 ans (2000 - 2005)
dans les principaux pays industrialisés**

En 2004	Allemagne	France	Italie	Royaume- Uni	Zone euro	États- unis
Dépenses publiques de R&D (en % du PIB)	0,77	0,83	0,55	0,61	0,69	0,86
Dépenses privées de R&D (en % du PIB)	1,73	1,36	0,55	1,26	1,30	1,90
Demandes de brevets auprès de l'Office européen (pour un million d'habitants)*	301,0	147,2	74,7	128,7	158,5	154,5
Demandes de brevets auprès de l'office américain (pour un million d'habitants)*	137,2	68,1	30,3	64,5	71,3	301,4
Variation du PIB (en %) par rapport à l'année précédente						
- 2000	1,6	2,5	1,4	2,9	2,1	3,0
- 2005	1,4	1,8	1,1	2,4	1,7	3,3
Variation de la productivité générale des facteurs (en %)						
- 2000	0,9	1,1	0,2	1,8	0,6	1,9
- 2005	1,0	1,6	0,4	1,6	0,8	2,0

* Le résultat de la Recherche-Développement peut-être breveté en Europe et aux États-Unis

European innovation Scoreboard (2005) in *La lettre de l'OFCE*, n 69, 13 décembre 2005
et OFCE, *Revue de l'OFCE*, n 97, avril 2006

DOCUMENT 2

À l'origine, les voitures japonaises ne bénéficiaient pas d'une bonne réputation dans les pays occidentaux mais il est rapidement devenu évident qu'elles étaient construites avec plus d'efficacité, mais aussi qu'elles étaient de meilleure qualité que les voitures occidentales. Contre toute attente, la méthode de production « juste à temps » s'est imposée lentement en Occident (alors que les premiers ouvrages en anglais sur le sujet sont parus au début des années 1980) mais a finalement bouleversé la façon dont on envisage la production. Toyota était tout à fait capable de se diversifier en imposant sa suprématie dans un domaine particulier, l'organisation de la production. Parallèlement, de nombreux constructeurs ont affirmé leur supériorité dans des domaines déterminés : BMW s'est imposé comme leader dans le domaine technologique, se concentrant sur les systèmes d'aide au conducteur ; Volkswagen a misé sur la fiabilité et la continuité à la fois du design et des technologies utilisées ; Audi a mis en avant son expérience dans les systèmes de transmission intégrale (Audi quattro) ; plus récemment, Renault a lancé des voitures au design révolutionnaire pour se démarquer de ses concurrents.

M. Holweg, « La nouvelle dynamique concurrentielle », *Problèmes économiques*, n 2891, 18 janvier 2006

DOCUMENT 3

La construction d'un secteur financier puissant et diversifié, capable d'épauler les industries innovantes est un préalable à toute stratégie industrielle. En la matière, les États-Unis restent la référence puisque la chaîne de financement est particulièrement structurée et adaptée aux besoins des entreprises innovantes. Les entreprises y font de plus en plus appel aux marchés de capitaux pour assurer leur développement. [...] Aujourd'hui le financement par prêt bancaire est en net recul puisqu'il représente moins de 40 % du total des financements alors que l'intermédiation bancaire constitue à près de 78 % le moyen de financement des entreprises françaises. [...]

Dans la plupart des pays européens, ce sont les pouvoirs publics qui investissent dans le capital-risque. En marge de ces initiatives nationales, il existe le Fonds européen d'investissement (FEI) destiné à encourager l'investissement dans les TIC*. En 1999, ce fonds a investi près de 180 millions d'euros pour financer 31 fonds situés dans 10 États membres de l'Union européenne. Mais ces chiffres sont très modestes.

* Technologies de l'information et de la Communication.

L. Fontagné et J-H. Lorenzi, « Désindustrialisation, délocalisation », www.cae.gouv.fr/rapports.htm,
Conseil d'Analyse Économique, 2005

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

**Vous analyserez l'évolution de la « classe ouvrière»
au cours de ces trente dernières années.**

DOCUMENT 1

Dévalorisation du travail ouvrier, affaiblissement de la résistance collective, affrontement des générations à l'usine et dans les familles, crise du militantisme syndical et politique, montée des tensions racistes sur fond de chômage de masse et de vulnérabilité croissante : un certain «groupe ouvrier» a vécu, celui des ouvriers d'industrie, organisés syndicalement et constitués politiquement. [...] Les ouvriers du temps de la «classe ouvrière» disposaient d'un capital politique accumulé (les partis "ouvriers", les syndicats), d'un ensemble de ressources culturelles (des associations se référant sans honte au mot ouvrier) et symboliques (la fierté d'être ouvrier, le sentiment d'appartenir à la "classe"), ce qui permettait de défendre collectivement le groupe. [...]

Cette longue période durant laquelle l'existence de la classe ouvrière apparut comme une évidence semble aujourd'hui révolue. La « classe ouvrière » en tant que telle a éclaté sous l'impact de différentes forces centrifuges : désindustrialisation de l'Hexagone, perte de ses bastions traditionnels (Le Nord et la Lorraine, la Loire, Renault-Billancourt), informatisation de la production et chute de la demande de travail non qualifié, [...] perte de l'espoir collectif et diminution corrélative du sentiment d'appartenance à la classe.

S. Beaud, M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, Coll. 10/18, 2005, 1^{ère} édition 1999

DOCUMENT 2

Évolution de la structure socioprofessionnelle
En % de la population active

Professions et catégories sociales	1983-84	2001-2002
Agriculteurs	6,3	2,2
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	7,6	5,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	8,4	13,5
Professions intermédiaires	18,5	20,3
Employés	26,1	29,9
Ouvriers	31,6	27,6
Ouvriers qualifiés de type industriel	6,3	5,8
Ouvriers qualifiés de type artisanal	5,4	5,7
Ouvriers non qualifiés de type industriel	7,7	4,7
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	3,4	2,7

Enquêtes Emploi INSEE in *L'État de la France*, La Découverte, 2005

DOCUMENT 3

Évolution du vote ouvrier (1978/2002)

	Législative 1978	Présidentielle 1988	Présidentielle 1995	Présidentielle 2002
Gauche	70	63	49	43
Droite	30	20	31	31
Extrême droite	1	17	21	26

N. Mayer, « Que reste-t-il du vote de classe ? », *Lien social et politiques*, RIAC, n 49, printemps 2003

DOCUMENT 4

Réponse à la question : « vos parents vous ont-ils poussé à continuer vos études ? »
En % de réponses positives selon la profession du père

Années de naissance	Ensemble	Hommes	Femmes	Enfant d'ouvrier	Fils d'ouvrier	Fille d'ouvrier
De 1925 à 1939*	44	47	41	30	34	27
De 1940 à 1954	61	62	58	55	55	56
De 1955 à 1969	64	62	66	56	52	60
De 1970 à 1984	81	82	81	78	82	74

* Ensemble des individus enquêtés nés entre 1925 et 1939.

T. Poullaouec, «Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants », *Économie et statistique*, n 371, 2004

DOCUMENT 5

Non seulement les classes populaires (ouvriers et employés) n'ont pas disparu, mais elles représentent toujours la majorité de la population active. En apparence, leur situation salariale reste également très stable : un ouvrier (ou un employé) gagne 2,5 à 3 fois moins qu'un cadre, aujourd'hui comme il y a vingt ans. De même, le chômage touche toujours 3 à 4 fois plus souvent les ouvriers ou les employés que les cadres. [...] L'échec scolaire dans le primaire et au collège reste quatre à cinq fois plus fréquent chez les ouvriers que chez les cadres : une majorité des enfants de cadres finiront cadres et une toute petite minorité (moins de 10 %) finiront ouvriers ou employés; inversement, une majorité des enfants d'ouvriers finiront ouvriers ou employés. [...] En somme, si l'on considère le paysage à partir des catégories forgées dans l'après-guerre, il nous renvoie l'image d'une société très stable. Et pourtant, tout a changé. [...]

Des pans entiers du salariat modeste ont déserté la gauche et ne se sentent plus du tout représentés par les partis traditionnels. [...] La classe ouvrière puissante et organisée a cédé la place à un nouveau prolétariat de services, invisible et dispersé: employés de commerce, personnels des services directs aux particuliers, chauffeurs, manutentionnaires ...

E. Maurin, « Les nouvelles précarités », in *La nouvelle critique sociale*, La République des idées, Le Seuil, 2006

DOCUMENT 6

[Les] politiques de modernisation des entreprises [...] en transformant les modes de production avec l'introduction d'une gestion en flux tendus et d'automatismes en plus grand nombre) adressent de nouvelles exigences aux OS* des chaînes de montage, en termes de polyvalence, coopération et disponibilité. Les changements d'ateliers, le recours à la main d'œuvre jeune ou encore la délocalisation de la production en petites unités sont les principaux leviers de cette transition. Ces « conversions », nécessairement imposées, participent d'une « démoralisation » du groupe ouvrier, qui passe par la « dévalorisation sociale des vieux ouvriers » et la « disqualification des anciennes manières d'être » au nom du modernisme. La mise en place des « démarches compétences » participe également à la « conversion » des ouvriers qualifiés en opérateurs. Elle constitue le moyen pour l'entreprise de définir ses propres « métiers », en ajustant ses emplois au gré des fluctuations de l'activité, du marché et de ses stratégies productives. [Elle est donc] loin d'offrir aux ouvriers la perspective de définir et de maîtriser leurs propres capacités productives.

* Ouvriers spécialisés (faiblement qualifiés)

S. Montchatre, « De l'ouvrier à l'opérateur: chronique d'une conversion »,
Revue française de sociologie, janvier-mars 2004